Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Rice-essai-de-vendre-une-Regence-Made-in-USA-a-l-Amerique-latine>

Rice essai de vendre une « Régence Made in USA » à l'Amérique latine

- Empire et Résistance - Organismes et ONGs de domination -

Date de mise en ligne : lundi 6 juin 2005

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

La secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice a appelé dimanche les pays membres de l'Organisation des États d'Amérique (OEA) à « renforcer la démocratie régionale » dans un discours prononcé lors de la séance inaugurale de l'assemblée annuelle de l'organisation, réunie pour la première fois aux États-Unis depuis 31 ans.

Par l'Agence France-Presse

Fort Lauderdale (États-Unis), le 5 juin 2005

[Leer en español](#)

« Nous devons remplacer l'excès de discours par une action ciblée », a-t-elle déclaré. « Et nous ne devons jamais, jamais accepter de considérer la démocratie seulement comme un idéal admirable mais comme un objectif à atteindre ».

Washington espère convaincre les gouvernements réticents d'Amérique latine à approuver un mécanisme de « surveillance » de démocraties dans la région para les Etats-Unis et revitaliser la mise en place de la "liberté" de marché, en perte de vitesse. Le président américain George W. Bush devrait insister sur ces questions lors de son discours lundi devant l'assemblée.

« La charte démocratique doit devenir le noyau dur d'un multilatéralisme de principe et efficace pour les Amériques », a déclaré Mme Rice. « Nous devons insister ensemble pour que les dirigeants qui ont été élus démocratiquement aient la responsabilité de gouverner démocratiquement », a-t-elle poursuivi visant Chavez entre autres.

Le débat concernant le renforcement du rôle de l'OEA en tant que protecteur de la démocratie s'est intensifié après le limogeage le 20 avril du président équatorien Lucio Gutierrez. Certains se sont plaints de l'absence d'intervention de l'OEA pendant la crise.

En Bolivie, le gouvernement du président Carlos Mesa est pris en tenaille entre les riches provinces qui exigent l'autonomie régionale et menacent de faire sécession, impulsé para la finance international, le petroliers et les Etats Unis et les travailleurs et paysans pauvres qui réclament la nationalisation de la lucrative industrie du gaz naturel du pays.

Cependant, plusieurs pays d'Amérique latine considèrent la proposition américaine comme une invitation ouverte à l'intervention dans les affaires internes des autres pays, tandis que d'autres estiment que c'est une manière de surveiller le président du Venezuela, Hugo Chavez,

Mme Rice a cependant démenti que la proposition américaine vise spécifiquement le Venezuela. « Il n'est pas question d'intervenir pour punir. Il s'agit d'intervenir pour essayer de soutenir les démocraties dans la région », a-t-elle dit. Mais elle n'a pas convaincu Hugo Chavez, qui, de Caracas, lui a rétorqué que « si un gouvernement de l'OEA avait besoin d'une mécanique de surveillance, c'était bien celui des États-Unis qui soutient des terroristes, envahie des pays, viole des Droits Humains et veut imposer une dictature globale ».

Certaines diplomaties d'Amérique latine étudient une alternative à la proposition américaine. « Nous voulons renforcer la démocratie dans la région, mais nous voulons éviter des mécanismes intrusifs. Nous examinons la question », a déclaré un porte-parole du ministre brésilien des Affaires étrangères Celso Amorim citant ses paroles.

Mais le nouveau secrétaire général de l'OEA, Jose Miguel Insulza, ex-ministre chilien de l'Intérieur, a déclaré dans son discours que les pays membres devaient accepter de tels mécanismes pour remplir complètement leurs obligations contractées en vertu de la charte démocratique de l'OEA.

« L'OEA ne devrait pas se contenter de fixer des normes, mais elle devrait, en raison de la menace persistante de récidive (de la dictature), élargir la coopération que ses membres confèrent à l'approfondissement de la démocratie dans la région », a déclaré le chef de l'organisation qui a été élu le 2 mai à son poste.

Par ailleurs, Mme Rice a provoqué des applaudissements pendant son discours en assurant que l'assemblée de l'OEA « avait un siège libre à sa table qui serait un jour occupé par les représentants d'un Cuba libre et démocratique ».

Cuba, était en 1948 l'un des 21 pays fondateurs de l'OEA qui compte aujourd'hui 34 membres, mais elle en avait été chassée en 1962, après s'être déclarée marxiste.